

[Text]

vate insurance is remote and we should not attempt to base it on private insurance principles.

Mr. Knowles (Winnipeg North Centre): If I have difficulty in questioning you it is because I agree with you so thoroughly. However, I think that you are not unfair to the supporters of the government's plan, which brings the government in—apart from a minor contribution—only at the 4 per cent level. Would you not say that the philosophy is to put more of the cost of unemployment benefits on the two parties which the government feels is mainly responsible, namely, the employers and employees. I like your statement that we have to see this not just as an insurance scheme like unto private arrangements, but as part of a total social problem. That is why some of us also think that the government should be involved financially right from the first dollar.

• 2100

Mr. Chairman, I will wind up shortly. I said that I was leaving the philosophical consideration of your brief for specifics, but there is one bit of philosophy that intrigues me and I would like to come back to it. I refer to paragraph 29 of your principle statement, the heading of which is "The Climate for Change", and you contrast a statement in the White Paper to the effect that Canada is not bent exclusively on technological progress and increased affluence but believes in some other things as well, against a statement you made in your submission to a Committee on Poverty in a place that Gene Whelan and I never like to mention. You end by saying:

We are convinced that the present unhappy state of affairs will not change until there is a widespread reordering of our values...

I have to say that I agree with you, but is not one way to get our values reordered to bring in this kind of legislation that extends the universal principle one further step and establishes the concept of coverage in times of maternity and in times of illness, and all the rest of it; the whole concept that there is government responsibility and that somehow or other the right to live is not tied to the fact that you are at work. Is it not true that one of the ways that we reorder our values is by actually bringing in legislation of this kind, and therefore despite your desire that we look beyond this—which I fully accept—do you not feel that it will be a help if we at least go this far in this session?

Mr. Baetz: Mr. Chairman, I certainly think there is a great deal of merit in that, and yet one of the things that we have been concerned about as a nation is the growing gap in income between those who are attached to the labour force, whether as employees or employers or by

[Interpretation]

de situations fausses. Il faut bien reconnaître que cela est un problème d'assurance sociale qui n'a guère de ressemblance avec l'assurance privée et nous ne devrions pas essayer de la faire reposer sur les principes de l'assurance privée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Si j'avais des difficultés à vous questionner c'est parce que je suis complètement d'accord avec vous. Toutefois je pense que vous n'êtes pas injuste envers les partisans du plan gouvernemental qui à part d'une contribution mineure, se participer le gouvernement uniquement au niveau de 4 p. 100. Voulez-vous dire que la ligne de conduite consiste à appliquer la plus grande partie des frais des prestations d'assurance-chômage aux deux partis que le gouvernement croit principalement responsables, soit les employeurs et les employés. Votre déclaration me plaît à savoir que nous devons entrevoir ce programme non seulement comme un programme d'assurance tel que des accords privés, mais en tant que partie d'un problème social entier. C'est pour cette raison que quelques uns d'entre nous croient que le gouvernement devrait être intéressé financièrement à partir du premier dollar.

Monsieur le président, je serai bref en terminant. J'ai dit que j'abandonnais les considérations philosophiques de votre mémoire pour en arriver au concret, mais il y a une partie de votre pensée philosophique qui m'intrigue et j'aimerais y revenir. Reportons-nous au paragraphe 29 de votre déclaration de principe, dont la rubrique s'intitule «Le climat de changement» et vous apportez une déclaration contraire dans le Livre blanc à savoir que le Canada ne recherche pas seulement la réalisation de progrès technique et l'accroissement de sa richesse, mais il lui importe tout autant de s'occuper de certains autres aspects, allant à l'encontre de l'une de vos déclarations que vous avez faites dans votre mémoire soumis au Comité sur la pauvreté dans un endroit que Gene Whelan et moi-même n'aimerions jamais divulguer le nom. Vous terminez en disant:

La situation actuelle, nous en sommes convaincus, ne changera pas tant qu'il ne s'opérera pas une nouvelle hiérarchisation de nos valeurs.

Je suis d'accord avec, mais ce n'est pas une façon de rendre nos valeurs hiérarchisées dans le but d'apporter à cette sorte de loi qui élargit un peu plus le principe universel et établit le concept de la formule de l'application dans les cas de maternité et maladie et ainsi de suite; le concept général à savoir qu'il existe une responsabilité gouvernementale et que d'une façon ou d'une autre le droit de vie n'est pas lié au fait que vous travaillez. Il est faux de dire qu'une des façons de hiérarchiser nos valeurs consiste à apporter présentement à la loi de ce genre et alors allant à l'encontre de vos désirs que nous dépassons cette pensée que j'accepte entièrement. Ne croyez-vous pas que ce sera très utile si au moins, nous nous rendons aussi loin au cours de la présente session?

M. Baetz: Monsieur le président, je crois sincèrement qu'il y a beaucoup de valeurs dans cet avancé et une des choses qui nous a intéressés en tant que nation est le précipice sans cesse croissant en matière de revenu entre ceux qui font partie de la population active, soit en tant